

Appel pour une législation européenne sur l'obligation de vigilance en matière de droits humains et d'environnement

3 octobre 2019

Nous, organisations de la société civile et syndicats soussignés, appelons à la mise en place d'une législation européenne efficace qui établira un cadre contraignant en matière d'obligation de vigilance relative aux droits humains et à l'environnement applicable aux sociétés, aux entreprises et aux institutions financières menant leurs activités ou proposant un produit ou un service au sein de l'Union européenne (UE). Cette législation devra instaurer une obligation de respecter les droits humains et l'environnement, contraindre les entreprises et les institutions financières à identifier, prévenir et limiter les violations et les atteintes causées par leurs opérations, activités, services, chaînes d'approvisionnement et exportations à l'échelle nationale et mondiale et à rendre des comptes lorsque de telles violations ou dégradations sont commises. Cette législation devra tenir les entreprises juridiquement responsables et assurer un accès à la justice pour les victimes.

Certaines entreprises et institutions financières ont déjà pris des mesures pour assumer leur responsabilité en matière de respect des droits humains et de l'environnement dans le cadre de leurs opérations, filiales, portefeuilles et/ou chaînes d'approvisionnement à l'échelle mondiale. Cependant, de trop nombreuses autres sont impliquées dans de graves atteintes. Conditions de travail assimilables à de l'exploitation, y compris esclavage moderne et travail des enfants, violences et discriminations liées au genre, atteintes aux droits des syndicats et des travailleurs, corruption et évasion fiscale, pollution toxique, destruction généralisée des forêts, crise climatique, accaparements de terres et expulsions de populations autochtones et de communautés locales et violentes attaques contre les défenseurs des droits humains, de l'environnement et des terres sont très répandues dans les chaînes de valeur mondiales des entreprises menant des activités au sein de l'UE. Les femmes, les enfants, les populations autochtones, les travailleurs et travailleuses et leurs syndicats, les défenseurs des droits humains et les groupes marginalisés sont particulièrement touchés.

La politique et la législation actuelles de l'UE ne permettent pas de faire face à ces enjeux. Malgré une attention croissante à ces questions, **il n'existe toujours pas de lois intersectorielles au sein de l'UE imposant aux entreprises et aux institutions financières d'identifier, de prévenir et de limiter les atteintes aux droits humains et dégradations environnementales causées par leurs opérations, filiales ou chaînes de valeur et de rendre des comptes pour ces agissements.** En l'absence de telles lois, il est impossible d'amener les entreprises à rendre des comptes devant la justice lorsqu'elles enfreignent leur obligation de respecter les droits humains et l'environnement. Pendant ce temps, les consommateurs de toute l'UE achètent des produits et des services entachés d'atteintes aux droits humains et de destructions environnementales et des millions de personnes investissent leur épargne (retraite) dans des entreprises à l'origine de ces atteintes. Il est temps de changer cela ! La promotion de l'approche volontaire pour conduire les entreprises à respecter les droits humains et l'environnement s'est révélée insuffisante et n'empêche pas les atteintes aux droits humains et à l'environnement de survenir.

Ce que nous demandons et quelle différence cela ferait

L'obligation de vigilance en matière de droits humains et d'environnement est un concept familier aux entreprises et aux gouvernements. Il a déjà été décrit en détail dans les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme de l'ONU, dans les Principes directeurs de l'OCDE *sur la conduite responsable des entreprises* ainsi que dans les guides sectoriels et généraux de l'OCDE sur l'obligation de vigilance. Depuis l'adoption par la France de la loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre en 2017, d'autres pays adoptent ou envisagent des législations similaires. Un certain nombre d'entreprises, parfois soutenues par des initiatives multisectorielles, disposent déjà de mécanismes permettant de mettre en œuvre ces lignes directrices. Il est maintenant temps que l'UE s'appuie sur ces précédents et harmonise les obligations légales auxquelles sont soumises les entreprises, afin de protéger tant les droits humains que l'environnement.

Nous voulons que les entreprises et les investisseurs aient l'obligation de s'acquitter de leur obligation de vigilance en matière de droits humains et d'environnement, c'est-à-dire soient contraints d'identifier, d'évaluer, de faire cesser, d'empêcher et de limiter les risques et les atteintes aux droits humains, notamment ceux des travailleurs et des syndicats, et à l'environnement qu'entraînent leurs activités, filiales, entités investisseuses et relations commerciales, tant au sein de l'UE qu'en dehors. Les détenteurs de droits, en particulier les travailleurs et leurs syndicats ainsi que les populations touchées, doivent être impliqués dans la négociation et la mise en œuvre des mesures de vigilance. Compte tenu de leur poids en tant que partie prenante, les investisseurs doivent encourager activement la mise en place de ces mesures. **Si une entreprise ne respecte pas ses obligations et que des atteintes sont commises, des mécanismes doivent être prévus pour l'amener à rendre des comptes devant la justice et pour permettre aux victimes d'obtenir justice et réparations.**

Une nouvelle législation européenne contraignante renforçant la protection des personnes et des populations, des travailleurs et de leurs représentants, des défenseurs des droits humains et de l'environnement est nécessaire. Elle permettra de définir clairement des normes minimales en matière de responsabilité des entreprises et d'encourager la transition nécessaire vers des règles du jeu plus durables et équitables. Une législation efficace permettra une meilleure protection des droits humains. Elle contribuera à donner aux consommateurs, épargnants, investisseurs et parties prenantes la garantie nécessaire que les produits, services ou produits financiers ne sont pas à l'origine d'atteintes aux droits humains et de dégradations environnementales. La réputation de l'UE en tant que leader de la promotion d'une attitude responsable de la part des entreprises s'en trouvera également renforcée.

L'UE doit se positionner en leader mondial. Partout dans le monde des responsables politiques, des dirigeants d'entreprises, des universitaires et des militants soutiennent des changements législatifs qui permettront de mettre un terme aux pratiques d'entreprise irresponsables. En Europe et au-delà, on observe une tendance à l'adoption, à l'échelle nationale, de mesures contraignantes en matière d'obligation de vigilance relative aux droits humains et à l'environnement. Au sein des Nations Unies, un traité est en cours d'élaboration pour réguler l'activité des entreprises transnationales et des autres entreprises au sein du droit international relatif aux droits humains. Nous attendons de l'UE qu'elle joue un rôle constructif dans ces négociations onusiennes.

En tant que première économie mondiale, fondée sur les principes de démocratie et de respect des droits humains et de l'état de droit, s'étant dotée de plusieurs objectifs politiques en matière de droits humains et d'environnement, **il est essentiel que l'UE prenne l'initiative et élabore une législation claire et complète englobant l'ensemble de l'économie.**

Organisations et réseaux signataires:

Clean Clothes Campaign
Anti-Slavery International
CIDSE
European Coalition for Corporate Justice (ECCJ)
Front Line Defenders
France Amérique Latine (FAL)
Notre affaire à tous
CCFD-Terre Solidaire
Rethinking Value Chains collective
Banana Link
Réseau des Organisations de la Société Civile pour le Développement du Tonkpi (ROSCIDET)
Commerce Équitable France
Collectif Ethique sur l'étiquette
Trócaire
Ligue des droits de l'Homme (LDH)
VOICE Network
ReAct
Comité Pauvreté et Politique
Max Havelaar France
Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM)
International Dalit Solidarity Network (IDSN)
Robin Wood
CORE
ShareAction
INKOTA-netzwerk
Human Rights International Corner (HRIC)
Amis de la Terre / Friends of the Earth France
Aitec
Attac France
Sherpa
Friends of the Earth Europe
Amnesty International
International Federation for Human Rights (FIDH)
World Wildlife Fund (WWF)
Action Aid International
Brot für die Welt
Terre des Hommes France
Global Witness
Bischöfliches Hilfswerk MISEREOR

European Trade Union Confederation
European Environmental Bureau
Fair Trade Advocacy Office
FERN
Entraide et Fraternité (Belgium)
Latinamerikagrupperna
Max Havelaar Netherlands
Union Sindical Obrera (USO) Spain
11.11.11, Belgium
PIHRB (Polish Institute for Human Rights and Business)
Fairtrade Finland
SÜDWIND e.V., Germany
Global Aktion (Denmark)
Südwind
UNISON
PowerShift
Women's International League for Peace and Freedom Netherlands
International Dalit Solidarity Network
Fairtrade Germany
GLAN | Global Legal Action Network
Fairtrade International
ActionAid France
NaZemi
Ecologistas en Acción
La campaña No a los Tratados de Comercio e Inversión
Traidcraft Exchange
Business & Human Rights Resource Centre
The Hunger Project - Germany
DKA Austria
UNIEuropa
European Federation of Building & Woodworkers (EFBWW)
European Public Service Union (EPSU)
European Federation of Food, Agriculture and Tourism Trade Unions (EFFAT)
European Transport Workers' Federation (ETF)
industriAll
European Trade Union Committee for Education (ETUCE)
Bangladesh Center for Workers' Solidarity (BCWS)
Bangladesh Revolutionary Garment Workers Federation (BRGWF)
Bangladesh Garment and Industrial Workers' Federation (BGIWF)
National Garments Workers Federation (NGWF)
Friends of the Earth Sweden
FairFin
MANI TESE (Italy)
World Fair Trade Organization - Europe (WFTO-Europe)
Policies for Equitable Access to Health (PEAH)
Oxfam
NeSoVe - Netzwerk Soziale Verantwortung
Weltladen-Dachverband e.V

Both ENDS



